

«Il faudrait pour le bonheur des Etats que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

14^e partie

«Je voulais sortir le ministère des Affaires étrangères de la prédation extérieure.»

Entretien réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

Mohamed Chafik Mesbah : Il n'y pas si longtemps, une fracture transatlantique était évoquée pour faire état d'intérêts stratégiques antagoniques entre les Etats-Unis, d'une part, et, d'autre part, l'Union européenne, la France particulièrement. Cette fracture transatlantique, à supposer qu'elle existe, présente-t-elle une opportunité à exploiter pour la diplomatie algérienne ?

Sid Ahmed Ghazali : La question relève d'un sujet qui n'est pas nouveau, celui du leadership mondial, un sujet qui concerne tous les hommes de la planète, qui pose problème à tous, mais qui suscite des débats qui sont de nature et de niveaux différents, selon que l'on se situe à l'intérieur des champs nationaux, sur la scène internationale ou à l'intérieur du petit cercle des puissances qui ont la capacité économique et militaire, soit pour peser sur le leadership, soit pour l'exercer, tout ou en partie. A l'intérieur des Etats-Unis, les écoles de pensée partagent la conviction que, si les Etats-Unis sont les plus forts, cela est dû à leur mode de vie dont ils ressentent la supériorité au point de l'élever au rang d'un modèle à suivre par tous les autres : transposer leur mode de vie dans le monde est donc le moyen de le préserver, tout en rendant service à l'humanité et en même temps en confortant la suprématie globale qui justifie et légitime le leadership mondial américain.

Des nuances entre écoles s'expriment quant à la manière dont ce leadership devrait s'exercer. Les uns sont pour une certaine «démocratisation» du leadership à travers l'association aux décisions des principales forces de la planète aptes à l'exercice du pouvoir mondial avec une dose de concertation multilatérale un peu plus que symbolique au sein des Nations unies notamment. Les autres sont les tenants de la voie autoritaire, du leadership solitaire, celle qui place les intérêts des Etats-Unis au-dessus de tout et par tous les moyens, celle qui consiste à dire à la limite qu'il ne sert à rien d'avoir la suprématie militaire si on ne l'utilise pas. Ce sont les tenants de la voie impériale qui ont prévalu à la fin de la guerre froide, à l'arrivée de Bush père au pouvoir. Rappelez-vous que le chef de l'Administration américaine au lendemain de l'invasion du Koweït, c'était quelque neuf mois après la chute du mur de Berlin, a axé son discours sur un seul point : «Il n'y a pas de substitut au leadership américain.» Dès la fin de la guerre dans sa première intervention de fin février 1991 déclarant la victoire des armées américaines, il a ouvert son discours par cette proclamation solennelle : «Aujourd'hui les Etats-Unis sont le seul leader dans le monde.»

L'Europe dans sa configuration issue du partage de Yalta en 1945 s'est

trouvée dans sa partie orientale dans la zone d'influence, pour ne pas dire sous la coupe de l'Union soviétique. La partie occidentale était, elle, dans la zone d'influence des Etats-Unis, partagée entre l'école atlantiste qui s'en remettait au leadership américain et l'école «européenne» qui n'avait pas renoncé à son aspiration à faire jouer à l'Europe un rôle autonome dans les affaires mondiales, d'égal à égal, dans le cadre de l'alliance stratégique avec les Etats-Unis. De Gaulle a incarné cette école de pensée, qui est sorti de l'OTAN militaire et a doté la France de sa propre force de frappe nucléaire. Le processus de l'unification de l'Europe et la chute du mur de Berlin ont conforté l'école européenne dans un premier temps ; l'élargissement précipité de l'UE, notamment aux pays de l'Europe orientale, a conforté l'école atlantiste. Ces deux faits majeurs n'ont pas créé au sens propre un antagonisme nouveau. Ils ont plus mis à jour, les guerres du Golfe aidant, une problématique déjà ancienne, celle du leadership mondial.

Mon point de vue est que la sécurité de la planète, sa stabilité et sa prospérité ont besoin d'un leadership mondial. Et c'est ce vers quoi on convergera nécessairement. Mais tant qu'il sera concentré dans une seule main, il sera le contraire de ce qui justifie sa raison d'être : il sera un facteur de désordre et d'instabilité. Qui n'est pas pour moi est contre moi», c'est par ces propos que le chef de l'Administration américaine s'est adressé à tous les autres pays de la planète avant de lancer l'invasion de l'Irak, contre les avis majoritaires de l'opinion mondiale et celui de beaucoup de pays amis et même alliés des Etats-Unis d'Amérique.

Tout le monde reconnaît aujourd'hui, y compris aux Etats-Unis, à travers les suites désastreuses de l'aventure irakienne, ses conséquences locales et les menaces que représentent les développements irakiens, non seulement pour la région environnante, mais aussi pour une grande partie du monde, y compris l'Europe et les Etats-Unis.

Cela pour noter que nous restons concernés, tributaires ou exposés des suites de décisions prises en dehors de nous, sans notre avis et souvent contre notre volonté. Que nous ayons aimé ou exécuté l'intervention américaine en Irak, nous ne pouvons pas croire que cela puisse se solder par un désastre total pour les Etats-Unis sans que nous en souffrions nous-mêmes, certainement plus que ceux qui ont décidé sans nous. Les Européens qui ont refusé de marcher dans l'aventure vont-ils aider les Etats-Unis, leur allié, à tirer la leçon et corriger leur politique dans l'affaire irakienne par exemple, au lieu de continuer à leur emboîter le pas comme ils l'ont fait jusqu'à présent dans un va-et-vient entre le cynisme et le bellicisme ? Les aider à comprendre qu'il n'y a



Sid-Ahmed Ghazali, chef du gouvernement, en compagnie de Nelson et Winnie Mandela.

aucune chance que les choses retournent à l'apaisement en Irak ou ailleurs par la voie de la composition illusoire ou les encourager à la complaisance cynique avec les régimes qui oppriment les peuples ?

Pour en revenir à l'échelle mondiale, la problématique est que depuis la chute de Berlin, c'est-à-dire depuis la fin de l'état vicieux de l'équilibre par la terreur qui s'était établi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, il n'existe pas encore d'ensemble national ou international suffisamment puissant pour faire contrepoids à l'hyperpuissance, pour assurer un équilibre vertueux dans le gouvernement du monde. L'Europe est encore en formation, malgré des accomplissements considérables en économie...

Qu'en est-il de la rivalité ancienne entre blocs de l'Est et de l'Ouest ? Est-ce là un axe de déploiement toujours actuel pour la diplomatie algérienne ?

C'est un passé révolu. Du temps du leadership bipolaire, la plupart des pays du Tiers-Monde avaient bien vu que leurs préoccupations et leurs intérêts n'étaient pas au centre de la confrontation idéologique des deux blocs. Ils choisirent la voie de la neutralité politique d'obédience sinon idéologique, c'est ce que l'on a appelé le non-alignement. Ils ont contribué à leur manière à la stabilisation de la paix armée issue de la guerre froide, tout en renforçant leur pouvoir contractuel relatif, dans la défense de leurs intérêts en sachant tirer un certain parti de la rivalité entre les deux blocs.

L'Algérie combattante ne s'est pas trompée en adhérant au mouvement d'entrée de jeu. On ne met pas ses œufs dans le même panier, dit l'adage populaire : l'Algérie indépendante s'est

aussi employée à fonder l'un des piliers de l'indépendance économique, la diversification des relations extérieures, notamment commerciales et économiques. En ancien département de la France, elle a hérité d'un commerce extérieur entièrement orienté vers la France, d'une économie pétrolière contrôlée par des sociétés de l'Etat français.

Elle est allée chercher la technologie partout où elle se développe, des Etats-Unis au Japon en passant par les pays européens et l'Union soviétique.

La mise en jeu de la compétition doit être un levier du progrès aussi bien sur le plan intérieur que dans nos échanges extérieurs.

Quinze ans après l'indépendance la place de l'ancienne puissance coloniale dans nos échanges commerciaux est passée de 100% à 19%. L'Algérie y a gagné et la France aussi puisque grâce à l'augmentation de notre capacité d'échanges induite par le développement, le commerce avec la France est passé de 500 millions de dollars à plus de 1800 millions de dollars américains. Et pour cause : une bonne affaire à 50% c'est mieux qu'une mauvaise affaire à 100%.

Le monde unipolaire qui s'est instauré depuis quinze années va se prolonger pendant plusieurs décennies, le temps nécessaire pour que l'Europe se mette en mesure d'élever son poids politique au niveau de son poids économique, qu'ensuite les pays émergents (la Russie, la Chine, l'Inde et le Brésil) parviennent à la masse critique suffisante pour que le leadership mondial devienne plus rassurant, plus apte à garantir la paix et la stabilité dans le monde. Nous devons donc compter avec une période périlleuse de plusieurs décennies.

...